Jeudi 20 octobre 1977 No 752

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

VICHY
SALLE DES FETES

28 ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

SOIREE ANIMEE PAR ALAIN BOUC

Organisée par

l'Association des amitiés Franco-Chinoises
Comité de Vichy

VENDREDI 21 OCTOBRE

Andréas Baader

SUICIDE OU LIQUIDATION ?

Le ministre de la Justice du Bade Wurtemberg a confirmé officiellement que Andréas Baader et Jean Carl Raspe se sont suicidés à l'aide d'un pistolet de calibre 7,65. Gudrun Esslin s'est pendue dans sa cellule et Irmgard Moeller a tenté de se donner la mort en se tailladant la gorge.

La première chose qui vient à l'esprit c'est que cette série de suicides est bien bizarre. Comment dans une telle prison peut-on se procurer un révolver militaire ? Pourquoi Baader s'est-il suicidé ? Cela sent la liquidation pure et simple : le gouvernement allemand n'a-t-il pas profité de l'émoi causé par l'affaire du boeing de la Lufthansa pour régler le problème d'une manière pour le moins radicale, en suicidant Baader et ses acolytes.?

Suite page 2

Affiche gouvernementale allemande appelant à la délation contre les terroristes. Le but du gouvernement allemand : créer un climat de terreur et ensuite renforcer la répression

Editorial

Pourquoi Concorde fait-il tant de bruit ?

Nos lecteurs se souviennent peut-être de la campagne publicitaire qui avait entouré Concorde avant même qu'il ne soit construit.

On nous montra tout d'abord Concorde en construction. Puis lors des premiers essais au sol, les journaux titraient : «Concorde roule !» (ce qui pour un avion n'a pourtant rien de bien extraordinaire). Ensuite, on nous annonça «Concorde vole !» (ce qui pour un supersonique est pourtant la moindre des choses). Aujourd'hui de New-York on clame fièrement «Concorde se pose» (ce qui n'est pas encore définitif).

C'est que l'enjeu est important pour l'État français qui a le monopole en ce domaine. Il s'agit de concurrencer les USA, longtemps seuls maitres en aéronautique. Les gouvernements des deux pays se disputent l'opinion publique, à grands coups de campagnes publicitaires.

Le fond de l'affaire c'est la rivalité entre deux pays impérialistes. Si Concorde n'a pas pu atterrir à New-York avant cette date, ce n'est pas parce qu'il fait trop du bruit. A qui ferait-on croire que les autorités américaines se préoccupent de l'environnement ? Mais c'est bien parce que les monopoles de la superpuissance américaine ne veulent pas d'un tel concurrent. Ils veulent que la construction de Concorde soit arrêtée. C'est le diktat d'une superpuissance sur un pays capitaliste plus faible.

Pour défendre Concorde, la direction du PCF n'a pas lésiné sur les moyens, elle non plus. Son argumentation tourne autour de deux thèmes. Le premier, c'est que la technique française est la meilleure du monde et qu'il faut que cela se sache. La seconde est que si les autorités américaines arrivent à leur fin, il faudra arrêter la construction de Concorde et il y aura des licenciements. Dans cette campagne, les dirigeants du PCF se retrouvent du même côté exactement que Giscard et Barre.

Il est à la fois ridicule et honteux de prétendre que si l'État capitaliste français obtient des contrats avec les autorités américaines, l'emploi sera assuré en France pour les ouvriers de l'aéronautique ! C'est bien le cadet des soucis des monopoles de l'aviation ! Si ces contrats sont passés, ils amasseront des profits, mais ils ne créeront pas d'emploi et ils continueront de licencier à leur gré, comme ils le font aujourd'hui.

La défense de l'emploi ce n'est pas demander avec Giscard que Concorde atterrisse à New-York, c'est imposer nos revendications par la lutte, quels que soient les contrats que signent ou non les monopoles.

Procès de Prague

JUSQU'A TROIS ANS ET DEMI DE PRISON FERME

Le verdict contre les démocrates tchécoslovaques est tombé mardi soir. Ota Ornest, le principal accusé a été condamné à trois ans et demi de prison, Jiri Lederer à trois ans, les deux autres inculpés à dix-sept et seize mois avec sursis, plus une période probatoire de trois ans. Les accusés ont fait appel.

UNE PLAQUE DE CHOCOLAT

Ils étaient accusés, rappelons-le, de subversion contre l'État pour avoir fait passer à l'étranger des textes littéraires qualifiés d'anticommunistes. En fait, il s'agit d'un certain nombre de documents décrivant certains faits qui montrent la vraie nature du régime qui existe aujourd'hui en Tchécoslovaquie. Celui-ci n'est en rien communiste : nous ne pouvons le qualifier que de fasciste à la botte du Kremlin.

Le procès était à huis-clos, mais un certain nombre d'informations ont percé. Nous en livrons une à la réflexion de nos lecteurs : le procureur a tenté de démontrer, lundi matin, en interrogeant Jiri Lederer, qu'une plaque de chocolat avait été offerte à sa fille par un dissident tchécoslovaque réfugié à Paris, Pavel Tigrid et que cette plaque de chocolat en question avait été offerte par l'intermédiaire de l'épouse d'un ancien ambassadeur danois à Pragues !

Nous ne savons pas si les autres pièces du dossier ont la même teneur, mais avouez qu'il y a déjà là de quoi mettre un homme en prison !

Ce procès fut une telle mascarade de justice que même Andrieu dans l'«Humanité» de mercredi s'est senti obligé de prendre ses distances. C'est peut-être une nouvelle étape de ce qu'on appelle «l'eurocommunisme», dont une des caractéristiques est de prendre certaines distances par rapport à ce qui se passe en URSS et dans les pays sous la botte de Moscou sans pour autant cesser de soutenir l'URSS. D'ailleurs, à notre connaissance, les dirigeants du PCF qualifient toujours la Tchécoslovaquie de pays socialiste.

Quoique qu'il en soit, la pagaille est grande chez tous ces gens-là, empêtrés dans leurs contradictions.

«CELA NE NOUS FAIT PAS RIRE...»

A tel point que, à la Conférence de Belgrade (Yougoslavie), l'«Humanité» a servi mardi de «pièce à conviction» au chef de la délégation américaine.

Celui-ci a cité l'«Humanité» de lundi protestant contre le refus du gouvernement tchécoslovaque d'accorder un visa à l'un de ses journalistes désireux de couvrir le procès des signataires de la Charte 77.

Aussitôt, le délégué tchécoslovaque a soulevé «un point d'ordre» affirmant qu'il ne s'agissait pas de questions relatives à l'application de l'acte final d'Helsinki mais seulement de «violations des lois d'un pays».

Il a été immédiatement soutenu par le délégué soviétique qui a déclaré «être étonné par l'intervention américaine» et a ajouté «le délégué américain a choisi une formule humoristique en joignant sa voie à celle du PCF . Cet humour, a-t-il conclu, ne nous fait pas rire».

On le comprend ce délégué soviétique : il n'a pas envie de rire car vraiment Moscou et sa clique tchécoslovaque à sa dévotion ne sont pas brillants. Ils sentent tellement fort l'odeur du crime et des prisons que mêmes leurs amis n'osent pas rester près d'eux de peur d'être imprégnés de cette odeur. Et voilà que l'autre superpuissance qui ne sent pas meilleur, utilise le PCF comme preuve : on peut dire que la situation se dégrade sans cesse pour les nouveaux tsars. Comme aimait à le dire Lénine : quand des bandits se battent c'est toujours de quelque profit pour les honnêtes gens.

Violences policières racistes

La victime accusée

Le 20 décembre 74, un professeur de physique d'origine sénégalaise Mr M'Bon était à la gare de Lyon avec sa femme et ses 2 jeunes enfants dont le dernier souffre de difficultés respiratoires. Voulant prendre un taxi et profiter de la priorité aux familles, il fait appel à un agent pour l'aider. Le flic lui ordonne de faire la queue. M'Bon insiste. Le flic s'aggrippe alors à son bras et commence à le malmener et à l'injurier. D'autres flics témoins de la scène arrivent à la rescousse. L'un d'eux frappe M'Bon sous l'oreille et lui fracture la mâchoire. La victime commence à se défendre. Mais les flics l'entrainent lui et sa famille au commissariat où il est malmené. Là nouveau tabassage. Il ressort du commissariat inconscient pour être conduit à l'hôpital où il restera trois semaines. Outre la fracture de la mâchoire, il a le pancréas abimé, 2 dents cassées, la lèvre ouverte. . . . . .

M'Bon porte plainte. Celle-ci n'a pas été retenue. On ne peut déterminer quel policier l'avait frappé à la gare, par contre lui est poursuivi :

Le 17 Octobre devant la 10éme chambre correctionnelle, le substitut a demandé à ce qu'il fasse de la prison pour outrages à agents, violence et rebellion.

Contre les sanctions aux 5 éducateurs de Fleury-Mérogis

Grève nationale des éducateurs des prisons

Aprés les sanctions contre les 5 éducateurs de Fleury-Mérogis, le syndicat SNEPA (syndicat national des personnels d'éducation et de probation de l'administration pénitenciaire) a appelé à la grève générale.

Les éducateurs dénoncent l'illégalité de la procédure employée, les témoins n'ont pas été entendus. La réunion s'est tenue à huis-clos. Aucun procés verbal n'a été rédigé. Ils ont entamé un recours devant le conseil supérieur de la fonction publique pour détournement de pouvoir. Ils demandent l'annulation des sanctions. Les assistants sociaux de Fleury Merogis soutiennent la grève nationale des éducateurs.

Son mari s'était tué dans un accident du travail

Le tribunal ne veut pas le savoir

« Le Matin » du 18 octobre rapporte le témoignage suivant d'un de ses correspondants ou lecteurs :

« L'affaire... n'était qu'un accident du travail. Un ouvrier, à qui son patron avait confié un engin trop haut – contrairement à la législation en vigueur – heurta un fil à haute tension et fut immédiatement électrocuté.

Sa femme en deuil, appuyée au bras de son fils vient à l'audience où le patron était poursuivi, non pas pour homicide involontaire, mais pour infraction à la législation du travail pour laquelle il risquait une amende.

« *Que faites-vous là ?* » lui demanda le procureur.

– *Monsieur, c'était mon mari, et...*

– *Je vous interrompt tout de suite, madame, c'est par erreur que vous av ez été convoquée ici. Je ne peux vous entendre.*

– *Mais Monsieur le président, je voudrais savoir pour l'indemnité...*

– *Alors constituez-vous partie civile !*

– *Ça veut dire quoi ?* a demandé la malheureuse à travers ses larmes. Puis elle est repartie, dans l'indifférence générale.

L'agence Tass fait l'éloge du chanteur réactionnaire B.Crosby

L'Agence Tass a salué le chanteur américain Bing Grosby qui vient de mourir :

« A l'âge de 73 ans, est mort le plus connu et le plus populaire des chanteurs et acteurs américains, Bing Grosby... ». « Il a gagné la gloire, non seulement comme chanteur, mais en participant à plus de 50 films. L'acteur était considéré à juste titre comme le meilleur parmi les meilleurs des variétés américaines ».

La gloire qu'a gagnée Grosby en chantant, il l'a trouvée en particulier en Corée du Sud où il faisait des tournées pour remonter le moral des soldats US durant la guerre de Corée. Grosby était aussi un partisan convaincu du maccarthysme. Il a soutenu l'intervention américaine au Vietnam.

Grosby d'autre part, avait des intérêts dans des compagnies pétrolières, dans une compagnie fabriquant du jus d'orange, dans des équipes de base-ball, dans une compagnie de production de films de télé et enfin dans une entreprise de fabrication de jouets.

Dites-moi qui vous louez, je vous dirais qui vous êtes.

URSS et USA à l'ONU

Deux tactiques, une même ambition

Les interventions des représentants des deux superpuissances à la 32e session de l'ONU furent très remarquées et firent l'objet de nombreuses discussions à l'intérieur comme à l'extérieur de l'assemblée.

Les deux interventions ont montré clairement que le conflit d'intérêts global entre l'Union soviétique et les États-Unis ne cesse de s'aggraver que chacune des deux considère l'autre comme adversaire principal. Cependant, leurs attitudes respectives sont différentes. Alors que l'URSS se montre très agressive, qu'elle condamne ouvertement les USA d'un ton menaçant, les États-Unis, eux, usent d'un ton modéré, prônant souvent la retenue.

Le 27 septembre, Gromyko, au nom de l'URSS, est intervenu violemment contre les USA. Il présente l'URSS comme un pays travaillant dans le sens de la paix et attribue la responsabilité de la tension internationale exclusivement aux USA et à leurs alliés occidentaux.

Gromyko a accusé les États-Unis de *« chercher obstinément à s'assurer une supériorité militaire unilatérale »* en profitant à cette fin des pourparlers actuels sur le désarmement. Évoquant le prétendu plan global, présenté par les USA, Gromyko a indiqué que les USA *« ne veulent pas aboutir à un accord, mais poursuivent un objectif tout à fait différent »*.

Il estime que les États-Unis et d'autres pays occidentaux font le calcul suivant : *« Nous formulons une proposition évidemment inacceptable par l'autre partie, et quand elle la rejette, nous en profitons, tout d'abord pour condamner l'autre partie, et ensuite pour prendre des mesures en vue de multiplier les armements en tirant prétexte du rejet de l'autre partie »*. Il a condamné les États-Unis pour leur décision de déployer des missiles « cruise » et a dit que l'URSS ne pourrait pas rester indifférente à ce sujet.

Par ailleurs, Gromyko a accusé les USA d'utiliser contre l'URSS la question des droits de l'homme. Il a affirmé que toute tentative de donner des leçons à l'URSS *« a fait et fera l'objet d'une riposte résolue »* et a appelé les États-Unis à *« prendre sérieusement cela en considération »*.

Le 4 octobre, Carter répond à l'URSS que son pays et les alliés occidentaux *« resteront aussi puissants qu'il sera nécessaire »* pour *« prévenir toute attaque »*. A la suite de cette réponse qui fait preuve d'une certaine fermeté, les USA ont tenté de minimiser et de présenter les rapports entre son pays et l'URSS comme étant bons.

Concernant les négociations SALT, les États-Unis se sont déclarés prêts à aller aussi loin que possible : *« Nous sommes maintenant prêts à réduire, sur une base de réciprocité, notre arsenal nucléaire de dix, vingt et même de cinquante pour cent »*.

Par ailleurs, il a indiqué qu'un nouvel accord significatif est en vue sur la limitation du nombre total des armements.

Alors que l'océan Indien est une véritable réserve de bâtiments de guerre appartenant aux deux superpuissances, Carter a déclaré que : *« dans la région de l'océan Indien, ni l'Union soviétique, ni nous-mêmes ne maintenons une présence militaire impressionnante, pas plus qu'il n'y a entre nous une rivalité croissante »*.

Carter ne se contente pas de disculper les USA mais de plus, il couvre l'activité agressive de la flotte de guerre soviétique dans cette région.

Ensuite Carter s'est abstenu de parler des problèmes des droits de l'homme bafoués en Union soviétique.

Cette attitude de Carter est le reflet de la politique actuelle des États-Unis pour améliorer les relations avec l'URSS.

Chacune des deux superpuissances veut se présenter comme le garant de la paix mondiale mais chacune à sa façon. L'URSS a choisi l'agressivité dans la dénonciation de l'impérialisme américain dans le but de se blanchir par la même occasion. Les USA ont choisi de se présenter en pays qui cherche la paix à tout prix, qui tend la main à l'URSS pour s'unir, afin de mieux berner les peuples.

Mais quelle que soit la tactique abordée, les relations entre les deux superpuissances restent toujours les mêmes, elles sont dominées par la rivalité acharnée qui les oppose.

Souscription

LA VERITE SUR LA CHINE

Le XIe Congrès du Parti communiste chinois a marqué une nouvelle victoire de sa longue et glorieuse histoire. L'influence néfaste des quatre principaux dirigeants qui avaient voulu entrainer le peuple chinois à suivre leur ligne dogmatique et révisionniste y a été ouvertement battue en brèche. Dans tous les domaines le peuple chinois sous la direction de son parti présidé par le camarade Houa Kuo-feng, travaille avec enthousiasme à liquider les séquelles de cette ligne contre-révolutionnaire. De multiples conférences nationales, regroupant les bilans établis à tous les niveaux du pays se sont tenues ou sont en cours de préparation pour donner une nouvelle impulsion au développement de la Révolution en Chine.

La bourgeoisie et les révisionnistes voient d'un mauvais oeil l'élimination de ceux qui s'efforcaient de freiner ce processus. Aussi crachent-ils tout leur fiel sur le peuple chinois et son glorieux parti, fidèles à la ligne révolutionnaire du Président Mao.

Pour rétablir la vérité, faire connaître les enseignements de la lutte de la Révolution chinoise et ses succès, la voix de l'Humanité Rouge est indispensable.

Souscrivez massivement pour que les 60 millions soient atteints avant le 31 décembre.

• RDA

Selon des informations rapportées par la presse ouest-allemande, des ouvriers du bâtiment se sont mis en grève à Berlin-Est. Ceux-ci ont été envoyés de toute la RDA pour construire un nouveau quartier dans le Nord de la ville. Et ils exigent d'être payés au même prix que les autres travailleurs du bâtiment de Berlin-Est

• Grande-Bretagne

La firme de développement photographique londonienne « Grunwick » est de nouveau lundi, le terrain d'incidents entre piquets de grève et forces de répression. Environ quatre mille militants syndicaux, dont une forte délégation de mineurs se sont rassemblés lundi matin aux postes de l'usine pour empêcher l'entrée des ouvriers non-grévistes, par solidarité avec les employés en grève depuis 14 mois.

Plus de deux mille policiers étaient sur les lieux et ont déjà procédé à des arrestations.

De nombreux affrontements s'étaient produits cet été entre les piquets de grève et les forces de police, ils n'ont fait que renforcer la détermination des travailleurs dans la lutte.

• Etats-Unis

La grève déclenchée par les 50 000 dockers de la côte Est et Sud des USA se poursuit. Elle entre mercredi dans son 19e jour.

Cette grève paralyse partiellement 30 ports du Maine au Texas. A la Nouvelle Orléans, c'est une grève générale qu'ont organisée les dockers, grève qui porte un coup très dur au monopole américain. Le porte-parole du département du commerce a déclaré que si la grève continue, « le déficit de la balance des paiements des États-Unis dépassera même le niveau prévu de 25 à 30 millions de dollars ».

Andréas Baader

Suicide ou liquidation ?

(Suite de la page une)

Les événements de ces derniers jours confirment en tout état de cause l'échec de la bande à Baader. Complétement coupé des masses, qu'il méprisait ouvertement et publiquement, Baader n'avait rien d'un révolutionnaire, rien d'un progressiste. Lui et les siens étaient complétement étrangers à la lutte de la classe ouvrière, à la classe ouvrière elle-même. Ils étaient de l'autre côté de la barrière.

Si l'idéologie, les méthodes, les actions de la bande à Baader sont absolument condamnables, il est une chose qu'il ne faut pas oublier : au-delà des apparences, aussi révoltant que puisse être par exemple l'affaire du boeing de la Lufthansa, cela n'est rien encore à côté de la violence policiére qu'exerce chaque jour tout l'Etat capitaliste. Et l'Etat capitaliste allemand est loin d'échapper à la régle.

La violence au quotidien de l'Etat capitaliste, cela commence avec l'exploitation au travail, son cortége d'accidents mortels, de maladies qui raccourcissent l'existence, de fatigue qui s'accumule et qu'on ne peut récupérer.

Cela continue avec les cortèges de lois répressives, la multiplication des flics, des bandes armées, des agressions contre les piquets de grève. Et quand on voit Giscard féliciter Schmidt au nom « de la société libérale » on sent la révolte nous envahir!

*

• 5 espions arrêtés : Moscou ?

Cinq Français, inculpés lundi par la Cour de sûreté de l'État d'intelligence avec une puissance étrangère, ont été arrêtés le 11 octobre 1977 par la DST, annonce un communiqué du procureur près de la Cour de sûreté de l'État.

Le communiqué ajoute : «Les membres de ce réseau avaient été recrutés, soit directement par des officiers du service de renseignement étranger, soit par l'intermédiaire du chef de réseau. Celui-ci a disposé depuis mars 1966 de moyens clandestins pour correspondre avec la centrale étrangère (plan radio, matériel de décriptement, carbone blanc» et avec ses traitants (boites à lettres mortes)».

»Le groupe a fourni des informations militaires et techniques de nature diverse.

»Le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'État a inculpé ces cinq personnes dans les termes de l'article 80 paragraphe 3 du Code pénal pour avoir entretenu avec des agents d'une puissance étrangère des intelligences pouvant nuire à la situation militaire, diplomatique ou économique de la France».

Bien que les communiqués officiels se fassent relativement discrets sur ce point, la puissance étrangère en question serait Moscou. A l'heure où à Belgrade, on discute de paix et de collaboration pacifique, cet incident met de l'eau dans le gaz.

A moins que l'espionnage militaire fasse partie de ce que la conférence de Belgrade appelle «la libre circulation des idées et des informations» ? Sait-on jamais !

• Séguy veut que le Programme commun vive !

«Pour que vive le Programme commun» ! C'est le titre d'un texte que diffusera la direction de la CGT, qui organisera sur ce thème des «débats-consultations». Décidément, on discute beaucoup du Programme commun en ce moment : réunions de cellules ouvertes du PCF, contacts de la CFDT avec les organisations de gauche débat de la CGT maintenant.

Mais en attendant, la situation est toujours aussi bloquée. Le texte de la direction CGT, complétement alignée sur le PCF, n'apporte rien de nouveau. Impasse il y avait, impasse il y a toujours....

• Chrysler France: chômage technique

L'usine Chrysler-France de Poissy sera arrêtée du 19 au 30 décembre, pour chômage technique, la direction ayant décidé de changer les techniques de production avant la sortie d'un nouveau modèle. Et pendant que l'on «modernise» l'usine, les ouvriers ne seront payés que 60 % de leur salaire !

• Paris: chômage accru

En septembre 1976, le chômage dans l'Ile-de-France a augmenté de 23,6 % par rapport à septembre 1976, selon le nombre de personnes enregistrées aux ASSEDIC.

Les chiffres officiels annoncent aussi que l'on compte 17 746 moins de 25 ans parmi les 106 166 bénéficiaires de l'allocation spéciale, enregistrés fin septembre, soit une augmentation de 41 % en un an. Pour les ouvriers, la progression a été de 25,1 % et pour les employés de 27,2 %.

C'est ce que Barre appelle le redressement !

• Dijon: procès contre la FEANF

Le 26 octobre prochain, trois militants de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France de la section de Dijon vont passer en procès sous la double inculpation suivante : «avoir à Dijon le 20 avril 1976 séquestré mademoiselle Le Signor, secrétaire de l'Office de coopération et d'accueil universitaire (OCAU) et s'être, à dijon, le 20 avril 1976, maintenus et volontairement dans un lieu affecté à un service public et administratif».

En fait ce jour-là, une délégation de la FEANF s'était rendue dans les bureaux de l'OCAU de Dijon pour trouver une solution aux justes revendications des étudiants africains en France. Le directeur général à Paris, Vendroux, avait alors fait intervenir la police.

Ce procès est à replacer dans la campagne que la bourgeoisie française au pouvoir mène aujourd'hui contre tous les immigrés. Nous nous déclarons solidaires des inculpés de la FEANF.

Réponse du PCF aux jeunes de Corbeil torturés par les flics

«IL N'Y A PAS ASSEZ DE POLICIERS...»

Le mercredi 12 octobre, notre journal révélait que plusieurs jeunes du quartier des Tarterêts, à Corbeil, dans l'Essonne, avaient été torturés par les flics pendant 48 heures au commissariat de Ponthierry.

Les jeunes des Tarterêts se sont retrouvés vendredi dernier face aux dirigeants locaux du PCF. Ils avaient beaucoup de questions à leur poser... Cela se fit dans une atmosphère très houleuse.

*** Première question : pourquoi avez-vous pris notre local ?**

Les jeunes des Tarterêts, regroupés en association ont obtenu de la municipalité (PCF-PS) un local municipal pour apprendre à jouer de la guitare, tous les vendredis de 20 à 22 heures.

Le mardi 11 septembre, le comité de parti du PCF leur annonçait que leur salle allait être prise pour un débat public du PCF local. Sans même attendre leur réponse, le PCF appelait publiquement à cette réunion dans les locaux des jeunes des Tarterêts.

Le vendredi de la réunion, quand les jeunes demandent pourquoi on a ainsi confisqué leur salle, les réponses des dirigeants du PCF se font contradictoires. On leur fait toutefois sentir, et même on leur dit, que le PCF n'a d'autorisation à demander à personne pour se réunir où il veut.

*** Deuxième question : pourquoi avez-vous tenté de briser notre manifestation contre Dassault et le SAC ?**

Les jeunes demandent ensuite aux pontes locaux pourquoi, lors de la lutte qu'ils avaient déclenchée contre Dassault fils et les bandes armées du SAC, non seulement le PCF n'avait pas soutenu, mais encore avait essayé de briser la manifestation (c'était lors des municipales).

La réponse a été générale : *«Nous nous opposons au fascisme, nous ne tolérons pas...»*. Les jeunes : *«Qu'avez-vous fait concrètement ?»*. Aucune réponse.

*** Troisième question : pourquoi le maire PCF, Combrisson, demande-t-il plus de flics ?**

Réponse : *«Il n'y a pas assez de policiers pour surveiller la sortie des écoles, les transferts de fonds, la circulation, etc...»*.

Mais les jeunes des Tarterêts étaient bien placés pour démolir cette idée mensongère du «bon flic utile qui protège les vieux et les enfants». Sur le vrai rôle de la police (la répression) aucune réponse des dirigeants du PCF !

▲

Voilà qui sont les dirigeants du PCF ! Ils demandent plus de flics dans les commissariats, ils disposent à leur gré des locaux municipaux en se moquant bien de qui les occupent, quand des jeunes s'insurgent contre les pratiques fascistes des bandes armées au service du pouvoir, ils essayent de briser la lutte. Et tout cela alors qu'ils n'ont que le mot «démocratique» à la bouche...

Prenons un dernier exemple. Quand un camarade a demandé la position du PCF face au racisme et à la grève des résidents immigrés de la Sonacotra, il fut répondu : *«Nous soutenons, nous sommes en plein accord»*. Mais quand le camarade rappela les trahisons des dirigeants du PCF qui négocient dans le dos des travailleurs immigrés, quand il demande pourquoi les colleurs du PCF recouvrent les affiches de la Sonacotra, on leur répond : *«On colle sur tout, organisations politiques, Euromarché, etc.»*.

La grève de la Sonacotra mise au même plan qu'Euromarché, ça fait plaisir à entendre !

«ILS NE SONT PAS SEULS»

Suite à notre article «Torturés par les flics» qui racontait les actes honteux des flics contre les jeunes des Tarterêts, nous avons reçu plusieurs lettres et aussi des sommes d'argent pour aider ces jeunes dans leur lutte. Voici des extraits d'une lettre d'une travailleuse de St-Brieuc :

«Je viens de rentrer du boulot, je travaille dans un hôpital et je finis à 22 heures. En rentrant, j'ai trouvé le journal et je me suis mise à le lire.

«Je suis tombée sur l'article «Torturés par les flics». Je vous assure que je ne croyais pas que de tels faits pouvaient encore exister. On a beau se dire que la bourgeoisie nous écrase, on ne pense pas que cela peut aller jusqu'à torturer des jeunes ignoblement comme ces flics l'on fait pour ces jeunes. (...)

«Ils faut qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls à lutter contre les flics de la bourgeoisie. Moi je les rencontre sous une autre forme, qui est celle de la CFT, mais c'est pareil.»

Toutes les lettres et les sommes d'argent sont bien sûr données aux jeunes des Tarterêts.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Un axe important de notre combat

La lutte contre l'impérialisme français

Bien qu'il soit en piteux état, l'impérialisme français n'est pas tout à fait mort.

Il ne reste presque plus rien de l'immense empire colonial français. Les coups portés à Dien Bien-phu et dans la guerre de Libération algérienne ont été décisifs. Afin d'éviter un effondrement irrémédiable et rapide de l'influence française, De Gaulle a dû céder l'indépendance aux peuples d'Afrique dominés par l'impérialisme français. Il a bien tenté de mettre à la tête des pays nouvellement indépendants des hommes qu'il espérait serviles et solides. Mais très rapidement, l'impérialisme français s'est aussi fait jeter de la plupart des anciennes colonies. Les dernières de ces luttes victorieuses sont celles des peuples de Djibouti et des Comores, bien que le colonialisme français ait conservé sa domination sur Mayotte. Mais ça ne saurait durer.

L'impérialisme français conserve encore dans plusieurs pays indépendants une influence et des serviteurs. Cependant, cette influence se réduit inexorablement. A la conférence de Lomé, en 1975, quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont exigé des rapports d'égalité avec les pays impérialistes. La lutte de ces pays du tiers monde se poursuit dans ce sens.

Quelques pays sont encore colonisés par la bourgeoisie française : les Antilles (Guadeloupe, Martinique), Saint-Pierre et Miquelon, la Guyane, la Réunion, la Nouvelle-Calédonie... (les prétendus DOM-TOM). La lutte pour l'indépendance s'y développe malgré la répression féroce de la bourgeoisie française.

La gauche, en particulier le PCF, sont un atout important de la bourgeoisie pour le maintien du statut colonial de ces pays. Le Programme commun revendique «l'autonomie» qui n'est qu'un aménagement de ce statut de colonisé et qui ne le remet pas le moins du monde en cause.

Ceci n'est pas une politique nouvelle de la part du PCF qui, au temps de l'empire colonial, défendait «l'Union française» qui, du temps de De Gaulle était partisan de la «Communauté française».

Alors que le peuple algérien luttait pour son indépendance, le PCF qualifiait cette lutte de terrorisme, la condamnait.

En 1956, il votait les pleins pouvoirs à Guy Mollet pour intensifier la guerre coloniale d'Algérie sous le prétexte de conserver l'unité du «Bloc des gauches».

Nous devons lutter sans restriction contre l'impérialisme français et aussi contre les partis de gauche, en particulier la direction du PCF, qui au même titre que Giscard, Chirac, Barre et Mitterrand, est un défenseur acharné du colonialisme et du néo-colonialisme français.

Le 6 novembre, une salle sera consacrée à la lutte contre l'impérialisme français car c'est là un axe important de la politique des marxistes-léninistes.

LA REPARUTION DE «PROLETARIAT»

Revue théorique et politique des communistes marxistes-léninistes de France

C'est au prix d'efforts importants que nous sommes parvenus à reprendre la publication de notre revue théorique et politique «Prolétariat». La sortie de son numéro 14 est imminente. Le sommaire est riche. L'éditorial fournit des explications précises sur la suspension de cette publication durant une trop longue période.

Mais ici même, dans ces colonnes où s'expriment les mêmes idées fondées sur le marxisme, le léninisme et la pensée-maotéstoung, nous voudrions fournir dés aujourd'hui quelques indications aux lecteurs éventuels de *Prolétariat*. Des indications surtout pratiques. Le numéro 14 est mis en vente au prix de 14 F l'exemplaire, et , dans l'éditorial déjà mentionné, nous précisons, non sans regret, que nous avons dû choisir entre un tel prix, trop élevé à nos yeux, et la republication effective de notre revue. Cependant, la bataille n'est pas finie à ce sujet. Nous restons partisans d'une revue dont le prix soit plus abordable pour les militants et les lecteurs de revenus modestes. Aussi continuons-nous à rechercher une meilleure solution pour parvenir à nos fins. Peut-être est-elle en vue...

D'autre part, nous tenons encore à insister auprés de tous nos camarades, amis et lecteurs pour qu'ils prennent conscience qu'une telle revue ne *«tombe pas* du ciel spontanément et qu'il ne suffit pas de la lire de l'étudier un peu comme un cadeau offert à leur réflexion. Tout périodique, quel qu'il soit, a besoin de liens profonds avec ses lecteurs.

Il ne peut vivre et se développer sans leur solidarité active et constructive. Cela signifie que nous appelons les futurs lecteurs de *Prolétariat* No14 (et des numéros ultérieurs, évidemment) à écrire à la revue pour lui faire part de leurs impressions, de leurs jugements, de leurs critiques, de leurs suggestions. Mieux, le Comité de rédaction qui se constitue *«en avançant»* c'est-à-dire à l'occasion du travail nécessité par la préparation des nouveaux numéros, sollicite l'envoi d'articles, d'études proposés par des lecteurs.* Principalement, de textes portant sur les luttes ouvrières, de bilans concrets, d'analyses de classe. Même si ces articles ne sont pas retenus en définitive, ils n'en aideront pas moins le comité de rédaction. Cette indication est aussi valable pour des notes de lectures car les rédacteurs de *Prolétariat* n'ont pas le temps de s'appliquer à la lecture de tous les livres qui sont publiés et mériteraient d'être présentés et sommairement analysés.

Prolétariat ne vivra et ne répondra à l'attente de toutes celles et tous ceux qui en réclamaient avec juste raison la reparution qu'à la condition de bénéficier de leur soutien idéologique, politique et organisationnel (diffusion).

Prolétariat n'est pas une revue *«pour une revue»* qu'on range sagement dans un rayonnage ou une bibliothèque aprés l'avoir lue, c'est une arme supplémentaire pour le combat des Communistes marxistes-léninistes de France.

*Écrivez, passez vos commandes exclusivement

PROLETARIAT
BP 320
13213 Marseille - Cédex 1

Paiement à l'ordre de Prolétarait - Le No 14 : 14 F.
(A la commande pour moins de 3 exemplaires)
Abonnement un an : 52 F
Abonnement de soutien : 80 F

JCMLF : Rassemblement régional de St-Brieuc

Rectificatif

Il a été annoncé dans la «Jeune garde rouge» d'octobre, dans le cadre du programme du rassemblement régional du 30 octobre à Saint-Brieuc, organisé par la JCMLF, la présence des organisations MRJC et «Paysans-Travailleurs». La Direction nationale de la JCMLF tient à rectifier cette erreur dont elle s'excuse auprès des deux organisations concernées.

En effet, ni le MRJC, ni les «Paysans-Travailleurs» et ce, que ce soit tant au niveau national que départemental, n'ont été contactés par la JCMLF pour participer à la fête de la jeunesse en lutte du 30 octobre, à Saint-Brieuc.

La publication de leurs noms dans ce programme de la fête, due à une erreur de la rédaction de la JGR, constitue une erreur grave de notre part dont nous espérons que le MRJC et les «Paysans-Travailleurs» voudront bien nous excuser.

Néanmoins, nous profitons de cette note pour rappeler aussi que la présence à titre individuel de paysans-travailleurs ou de jeunes du MRJC à cette fête est, elle, tout à fait souhaitée par la JCMLF qui espère pouvoir ainsi échanger avec eux nos expériences de lutte respectives.

• Villemur-sur-Tarn

La répression au «Petit Prince»

Le 16 mars, le Conseil d'administration du «Petit Prince», institut de rééducation de Villemur, licencie sans préavis les 10 éducateurs (trices) et mute l'équipe technique.

Le motif invoqué : «Diffusion d'un tract à l'encontre de la direction».

En réalité, ce qui gênait la direction, c'était que les travailleurs de Villemur venaient de créer une section syndicale CFDT et exigeaient l'élection d'un délégué du personnel et en outre, une amélioration de leurs conditions de travail et un droit de regard sur le fonctionnement de l'établissement.

Depuis avril, un comité de soutien s'est créé à l'initiative des éducateurs licenciés et malgré :

— la lenteur de la réaction de la CFDT (les licenciés ont été renvoyés par le maire PS : Escoute,

— malgré l'opportunisme de la CGT qui poussait à des actions excessives, sans se donner les moyens de les réaliser (une journée de débrayage, mais on oublie de diffuser le tract).

La popularisation de la lutte continue (gala de soutien, meetings, communiqués de presse).

Actuellement, le procès est une nouvelle étape ; seule en effet, notre présence massive devant le tribunal fera reculer la justice et peut permettre la réintégration des travailleurs licenciés.

Tous, le 21 octobre à 9 h devant le tribunal d'instance, allée Jules Guesdes à Toulouse.

MONTPELLIER: FETE REGIONALE DE LA JEUNESSE EN LUTTE

SAMEDI 22 OCTOBRE DE 14 à 22 h
AU PAVILLON POPULAIRE
ENTRÉE GRATUITE

* *Stands de luttes*
* *Expos*
* *Chants de luttes*
* *Mans de breish*
* *Forums*
* *Diapositives*
* *Théâtre à emporter*
* *Boissons-sandwichs-merguez*

BAL POPULAIRE

MEETING

* *«La parole aux jeunes en lutte»*
* *Intervention de la JCMLF*

• Angers

LUTTE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN FORMATION

COMMUNIQUE

Le 13 octobre, les travailleurs sociaux en formation d'Angers se sont rendus en masse au siège de la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale), et du travail et de la main-d'œuvre pour exposer leurs revendications.

— Promotion sociale pour tous les ayants-droit sans limitation par un quota,

— suppression de la circulaire du 1er septembre 1977, stipulant qu'il faut justifier de revenus personnels pour être candidat à l'obtention d'une bourse du ministère de la Santé,

— que la Commission des bourses se réunisse plus tôt pour confirmer notre situation financière avant la rentrée.

— versement des bourses au début de chaque trimestre.

Suite à cette action, les éducateurs spécialisés ont décidé en assemblée générale une grève active et reconductible, ceci, dans le but d'informer et de contacter les professionnels sur leurs lieux de travail, les syndicats et les autres écoles pour une coordination afin de populariser leurs revendications.

Des panneaux d'information circuleront dans différents lieux publics (MJC, RJT).

D'année en année, la situation se détériore et nous sommes tous les ans obligés de revendiquer nos droits. Nous demandons à l'État de nous reconnaître un statut de travailleur social et des moyens financiers pour nous permettre de vivre décemment. Est-il normal que certains d'entre nous en soient réduits à la mendicité et même, soient contraints à abondonner la formation.

A qui est réservée la formation des travailleurs sociaux ?

Les éducateurs spécialisés avec le soutien actif des travailleurs sociaux en formation d'Angers, des différentes sections syndicales, d'autres écoles d'éducateurs rencontrant les mêmes problèmes (Caen, Strasbourg, Nantes, Rennes...) sont déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Les éducateurs en formation

Grève dans les transports publics

A Toulouse, Besançon et Caen se déroule une grève des chauffeurs de bus ou des traminots (Toulouse).

A Toulouse les traminots exigent des augmentations d'effectifs alors que la direction veut les réduire. Ils exigent aussi le respect d'un accord salarial signé, il y a dix ans, et remis en cause pour appliquer le plan Barre. La grève est suivie activement.

A BESANÇON, ce sont les mécanos et le personnel des ateliers de la Compagnie des transports de Besançon qui sont en bagarre. La municipalité PS de la ville refuse de *«céder sous la pression de la grève»* aux revendications des travailleurs.

Celles-ci sont :
- 3 % d'augmentation
- révision progressive des classifications.

Une grève avait déjà eu lieu la semaine dernière et des revendications matérielles avaient été obtenues. Devant le refus de la direction de discuter des 3 % d'augmentation et des classifications, un préavis de grève de l'ensemble des travailleurs de la compagnie a été déposé.

A CAEN où les cent-vingt autobus garés depuis vendredi dans le centre-ville par les grévistes ont été évacués par les CRS, la grève des chauffeurs se poursuit. Ils exigent le rattrapage de leurs salaires par rapport à ceux des chauffeurs des autres grandes villes.

D'autre part, les chauffeurs des «Courriers normands» sont en grève pour 100 F d'augmentation uniforme et 1 % supplémentaire aux 3 % lâchés par la direction.

• Foyer Peugeot de Bethoncourt

Sept résidents menacés d'expulsion

Samedi après-midi, les résidents du foyer de Béthoncourt ont manifesté. (Photo Est-Républicain).

La grève des loyers et du personnel se poursuit au FOYER Peugeot de Bethoncourt (Voir article paru dans l'Humanité Rouge bimensuel No16. 7 résidents ont reçu une lettre d'expulsion non cachetée, non affranchie qui a été déposée dans le casier à courrier. Le motif de l'expulsion est le suivant :occupation du foyer, séquestration, entrave à la liberté du travail.

Trois des expulsables sont membres de l'AG des résidents.

Les résidents ont manifesté samedi dernier pour protester contre cette décision. Cette lutte est importante car elle s'oppose à la tentative de Peugeot de se débarasser des jeunes en fermant les foyers. Le même Peugeot se permet de recruter des OS dans un bistrot à Creil, par intérim interposé, sans contrat, sans rien d'autre qu'un rendez vous pour être déporté en bus pour ses usines. Le même Peugeot qui met sur pied des médecins -flics pour contrôler les ouvriers malades.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57962 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977